

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an.... 80 fr	Un an.... 122 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à chaque époque.

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

LA BÈTE FASCISTE RECULE HONTEUSEMENT

A la dictature de Mussolini
M^e Gautrat veut opposer
la dictature bolcheviste

Bonomini répudie l'une et l'autre

La bête traquée recule... Le monstre se cache.

Nous avons vu aujourd'hui tous les chefs parisiens du fascisme, depuis le duc de Camasta, président honoraire du Fascisme de Paris, jusqu'à l'hypocrite avocat Richetti, secrétaire politique de l'organisation mussolinienne, mettre leur drapeau de mort dans leurs poches et se draper pudiquement des voiles candides de la Charité, de l'Assistance mutuelle, de l'Amour et de la Pitié... Tout cela était très touchant. Ces bons fascistes se tuaient en autant de petits Saint-Vincent de Paul dignes de toute la sympathie de Paul d'Asselin, épris de paix et d'entraide.

Décidément, la réaction ne connaît pas de frontière et les méthodes fascistes sont exactement celles de l'Action Française. Mussolini et Léon Daudet ont un maître commun : Machiavel. En entendant tous ces organisateurs d'éxécutions, punitives vanter leurs bonnes intentions, revendiquer leur esprit de concorde et répudier la violence, il nous semblait entendre encore la déposition mesurée, calculée, bien reproduite de Léon Daudet devant cette même Cour d'assises, lors du procès de Germaine Berton. Pour la circonstance, le forceen royal avait, lui aussi, rentré sa bave. Mais ça n'avait pas pris. Et Torrès avait su étaler sous les yeux des jurés les films fidèlement reproducteurs des crises les plus fortes de la violence royaliste. Ainsi commença-t-il, hier, de faire, pour édifier, comme il convient, sur les méthodes habituelles de ces messieurs du fascio.

En vain M^e Gautrat essaya-t-il de brouiller les cartes en opposant aux brutalités de l'autorité mussolinienne les horreurs du bolchevisme en Russie. En vain s'efforça-t-il malhonnêtement de faire prendre Bonomini pour un communiste et pour le rendre solidaire des persécutions tyranniques dont se rendent coupables les gouvernements de Moscou. Notre brave petit copain n'en pouvait plus d'indignation. Je le voyais tressauter sur son banc. Le rouge lui montait à la face. Enfin il put exprimer la vérité et il cria : « Vous ne pouvez pas m'assimiler aux tyrans de Russie. Mes camarades anarchistes russes sont persécutés par les bolchevistes de Moscou, tout comme par les fascistes d'Italie. Je ne suis pas responsable des actes du gouvernement de Moscou. »

Ainsi, Bonomini condamnait, en une seule phrase, toutes les dictatures. Ainsi il se montrait, face aux jurés, vraiment digne d'un acte d'émancipateur. Il n'abattait pas un tyran pour en hisser un autre au pouvoir. Il se manifestait en vrai libertaire prêt à combattre de toutes ses forces d'individu, de toute sa conscience et de toute son énergie, contre les brutes de la réaction mondiale — quelles qu'elles soient. — A. C.

DEUXIÈME AUDIENCE

La deuxième audience est ouverte à une heure et demie.

M. Gastein-Renette, expert armurier, est entendu à la barre des témoins. Il déclare qu'il a eu à examiner quatre scellés. Le premier contenait l'arme, le second une cartouche tirée et retrouvée dans la chambre de Bonomini, le troisième contenant la balle tirée dans la salle et le quatrième la balle extraite de la blesse de la victime.

Le pistolet automatique était du genre Browning 6/35. L'arme n'est pas neuve, elle est rouillée. Les deux cartouches ne sont pas de même provenance.

Voici maintenant Mme Forni, qui fut une amie intime de Bonomini. Elle s'est réjouie de la campagne interventionniste de Bonomini en 1915. Elle lui a écrit à ce moment-là pour la première fois. Puis elle l'a rencontré. C'est parce que les fascistes venaient du socialisme révolutionnaire qu'ils ont voulu, dit-elle, détruire dans la masse

l'utopie qu'ils avaient tuée en eux-mêmes. Mme Forni fait l'apologie de Bonomini en termes émus, comme une femme qui a dû l'aimer beaucoup.

L'ange de la concorde

Voici le président honoraire du Fascio, l'ange de la concorde, M. le duc de Camasta, vieille ganache prétentue et belliqueuse, excitée par le dictateur Mussolini comme tant de vieilles dames par les assasins de marée.

M^e Torrès. — Comment le témoin explique-t-il que le Fascio possède un secrétariat ? C'est donc qu'il fait de la politique...

Le duc de Camasta. — Non, c'est une question de mot... Mais Torrès ne laisse pas tranquille le vieux bravache. Il insiste.



LE DUC DE CAMASTRA

M^e Torrès. — Savez-vous que les fascistes sont rattachés à une organisation centrale chargée d'organiser le mouvement fasciste dans le monde entier ?

Le duc de Camasta. — Evidemment.

M^e Torrès. — Je vous montrerai les instructions de M. Mussolini à ce sujet. Il y est précisé que les Fasci à l'étranger dépendent du Fascio central de Rome.

M^e Gautrat. — Qu'on nous montre un texte.

M^e Torrès. — Tout de suite, si vous voulez.

Le président. — Réservez cela pour un peu plus tard.

M^e Torrès. — A la charge de la délégation française du fascisme italien j'ai des textes. Comme le témoin nous a déclaré que l'Italia Nouvelle était un journal francophile, je vais vous montrer des textes tirés de l'Italia Nouvelle.

M^e Gautrat. — Je vais lire le premier article de M. Bonomini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — C'est le programme initial. Je vous montrerai ce qui a suivi. Après le programme, il y aura les réalisations.

Le Président demande que ces textes ne soient lus que dans les plaidoiries.

M^e Torrès. — Il y a deux genres de témoins : les fascistes présentent le fascisme comme une doctrine d'amour, les autres, antifascistes, vous le présenteront comme une réalité de haine.

Torrès lit des articles de Bonomini. Ceux-ci disent que les Français sont des ignorants préférant qui ne voient rien que

leur intérêt. « La France ne peut pas admettre d'Annunzio parce qu'il n'est pas Français. Alors c'est un cabot de talent... Comment peut-on parler de théâtre dans un pays ennemis du théâtre... » A Ici, en France, il n'y a que des dessous peu propres. Tout y est sacrifié au dieu l'Or. »

Le duc de Camasta. — Ce n'est rien à côté de ce qu'écrivent contre l'Italie des journaux comme l'Humanité, l'Œuvre et le Quotidien.

Torrès tient bon le duc, il ne lâche pas encore. Il va le secouer jusqu'à ce que, comme un pantin flasque, il s'effondre lamentablement.

M^e Torrès. — Vous appartenez au parti fasciste ?

Le duc de Camasta. — Naturellement, comme tout bon Italien.

M^e Torrès. — Connaissez-vous ce texte où M. Mussolini dit : « Une nation qui monte à des droits en face d'une nation qui descend » ?

Bonomini. — Ce n'était pas assez de faire massacer tant d'hommes pendant la guerre, on provoqua avec le fascisme de nouveaux massacres pour d'autres guerres !

M^e Gautrat essaie de justifier les textes émouvants que vient de citer Torrès :

— C'est vous, M^e Torrès, qui allez tenir un tel langage patriotique ? C'est chez vous une méthode leucistique plus qu'un sentiment. Ces articles se placent à une date où l'Italie et la France ne se comprenaient plus.

« Quand l'Italie est entrée en guerre, c'est en mai 1915. Avant cette date, nous étions très contents que M. Mussolini ait quitté le socialisme pour préconiser la guerre de solidarité. Le fascio était surtout un bureau de placement (Tu parles !) Nous avons organisé un arbre de Noël pour les enfants de la Colonie italienne (Ils sont inoffensifs les bons fascistes !)

Il fit un article ultrainterventioniste de Mussolini en 1914, puis un autre de 1918 faisant l'apologie de la guerre.

« En 1919, continue-t-il, il y eut un traité de paix. En 1915, il y avait eu à Londres un autre traité dans lequel on promettait solennellement à l'Italie l'Adriatique, tout le bassin de l'Adriatique. En 1918, l'Amérique et le président Wilson ne voulurent point reconnaître la validité des offres faites à l'Italie. Les socialistes italiens, à ce moment, qui, eux, n'avaient pas voulu la guerre, se tournèrent vers les masses et leur disent :

« Pourquoi avez-vous fait la guerre ? » Ainsi s'expliquait, pour M^e Gautrat, l'ascension des fascistes contre la France, et leurs articles contre la France.

M^e Torrès. — Si j'ai lu les textes qui sont dans mon dossier c'est pour démontrer que l'Italie fasciste est francophile. Mussolini représente l'impérialisme, une intoxification de l'impérialisme dangereuse pour tous les pays.

Voici par exemple un discours qui ne date pas de 1920. C'est un discours de Mussolini dictateur, de Mussolini chef du gouvernement italien :

« Notre peuple a un besoin humain et impérial de s'étendre. Il lui faut par tous les moyens accroître son empire par le monde. »

Encore un fasciste. C'est un nommé Esposito.

Esposito. — Bonomini a été collaborateur du Popolo d'Italia en 1920. Puis il est venu fonder le Fascio de Paris et l'Italia Nouvelle. J'ai été le secrétaire particulier de Bonomini.

C'est en octobre 1922 qu'il projeta de fonder un journal pour parler aux émigrés. Bonomini avait été dans son passé un homme de gauche. Il était partisan que le fascisme allât vers les masses ouvrières. (Pour les asservir !)

Lui aussi présente le chef des Chemises Noires comme un apôtre de bonté et de douceur.

M^e Torrès. — Dans le dossier je n'ai pas trouvé la moindre menace de mort à l'égard de Bonomini. Or je trouve des menaces de mort dans le Popolo d'Italia (23 août 1923). On y lit : « Le fascisme aujourd'hui commettra une erreur en faisant une révolution seulement avec son sang et non avec le sang des autres ». S'adressant au sénateur Albertini : « A vous ! Nous vous supposons depuis assez longtemps. Il y a beaucoup de fascistes en Italie qui réclament l'honneur de raser votre baraque ». Dans l'Impero : « Si nous avions affiché contre un mur les dénommés Sturzo, Albertini et Amendola... » S'adressant à Matteotti, Mussolini disait : « Turati, Modigliari et les autres Matteotti, sachez tous que le fascisme a une certaine nostalgie de son passé ! Ce sont les menaces !

M^e Gautrat. — Je vais lire le premier article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — C'est le programme initial. Je vous montrerai ce qui a suivi. Après le programme, il y aura les réalisations.

M^e Gautrat. — Je vais lire le deuxième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — C'est le programme initial. Je vous montrerai ce qui a suivi. Après le programme, il y aura les réalisations.

M^e Torrès. — Je vais lire le troisième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le quatrième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le cinquième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le sixième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le septième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le huitième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le neuvième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le dixième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le onzième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le douzième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le treizième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le quatorzième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le quinzième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le seizeième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le dix-septième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le dix-huitième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le dix-neuvième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le vingtième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le vingt-et-unième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le vingt-deuxième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le vingt-troisième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le vingt-quatrième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le vingt-cinquième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Gautrat. — Je vais lire le vingt-sixième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

M^e Torrès. — Je vais lire le vingt-septième article de M. Bastianini dans l'Italia Nouvelle. Il est au contraire très francophile.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

APRES LA DISSOLUTION du REICHSTAG

Comme nous l'avions prévu, le Reichstag a été dissous. Les partis moyens, dont M. Marx est le chef, ont redouté de passer la main aux nationalistes. La crainte de la Révolution sociale est le commencement de la sagesse pour les politiciens bourgeois. Mais Marx et son parti ne se tiennent pas pour battus. Dans un message que l'ancien président du conseil va adresser demain à la nation allemande, il proposera, s'il faut croire les dépeches, le renforcement des partis du milieu, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure et intérieure actuelle. Peuvent savoir qui, croyons-nous, n'a qu'une chance de se réaliser. La situation devient de plus en plus révolutionnaire, les partis du milieu, en d'autres termes les partis-tampons sont nécessairement appelés à être broyés entre les partis extrêmes. En tout cas, même si les partis du milieu sortent indemnes ou renforcés des urnes, une nouvelle consultation électorale ne saurait tarder. L'état de choses actuel, en Allemagne, comme ailleurs, ne saurait durer longtemps. — E. H.

ETATS-UNIS

LA COLONISATION DE L'EUROPE

On annonce l'organisation d'une corporation américaine de nantissemens étrangers, au capital de 30 millions de dollars, ayant pour objet l'achat et la vente ainsi que la souscription de valeurs américaines et étrangères.

L'une de ces opérations serait l'acquisition de 2.700.000 dollars d'actions de la corporation américaine et continentale récemment formée pour financer les compagnies industrielles et commerciales en Europe.

RUSSIE

LE CHAUFFAGE DANS LA TOMBE DE LENINE

La « Pravda » annonce que le mausolée de Lénine à Moscou sera formé pendant une quinzaine de jours pour permettre l'installation du chauffage. Ce sera la première tombe au monde ainsi équipée. Le journal explique que cette mesure est nécessaire pour empêcher le corps de geler pendant l'hiver qui s'annonce extrêmement rigoureux.

On craint en effet que le froid ne cause à l'embaulement des dommages irréparables. Dès que l'appareil de chauffage sera réinstallé, la tombe sera rouverte au public.

LA PESTE AU GAUCASE

D'après le journal russe *Dom*, publié à Berlin, la peste a fait son apparition au Caucase, dans les provinces de Stavropol et de Kouban (arrondissement d'Armavir). Dix détachements mobiles de médecins y ont été envoyés. Les villages où les cas de mort ont été signalés sont entourés par un cordon de troupes.

CONGO

DECOUVERTE D'UNE RACE DE PYGMÉES

M. La Hollander, explorateur, est arrivé au Transvaal après un séjour de dix mois au Congo, où il a découvert une race de pygmées, réduite en esclavage par une tribu nigre.

Il a également trouvé un rhinocéros blanc, qu'il eut la chance de tuer au moment où il fonçait sur lui. M. Hollander rapporte la peau du pachyderme.

ANGLETERRE

PRONOSTICS ELECTORALS

Conservateurs et travailleurs se montrent pleins d'espoir. Deux leaders travailleurs se sont risqués à prédire aujourd'hui le résultat du scrutin. L'un d'eux a donné les chiffres suivants : Conservateurs : 297 ; Travailleurs : 217 ; Libéraux : 95.

L'autre, plus optimiste, a pronostiqué : Conservateurs : 261 ; Travailleurs : 252 ; Libéraux : 97.

IMAGERIE ELECTORALE

Les travailleurs usent également de gi-

gantesques affiches représentant M. Mac Donald.

Sur l'une d'elles, le Premier Ministre est représenté accueillant la Paix. Ces deux figures centrales sont entourées de la France, de l'Allemagne, de la Russie, de la Belgique et de la Hollande.

Sur une autre, le buste de M. Mac Donald est au premier plan, avec derrière lui, la Chambre des Communes. Et une légende enjoint aux électeurs : « C'est la que vous devez le renvoyer ».

LES PARIS SONT OUVERTS

Dans les meilleurs du Stock Exchange, on estime que les travailleurs obtiendront 185 sièges. Les « acheteurs » de sièges travailleurs à 1 livre sterling recevront une somme équivalente pour chaque siège au-dessus de 185, ou payeront 1 livre pour chaque siège au-dessous de ce chiffre.

DANEMARK

UN EXPLORATEUR POLAIRE DISPARU DEPUIS TROIS ANS EST RETROUVE

Peter Freuchen, un explorateur danois qui avait disparu depuis trois ans, a été trouvé sur la terre de Bassin par le capitaine Pedersen, du schooner « Sokongen », qui est rentré aujourd'hui à Aalborg, après un voyage aventureux dans les glaces polaires.

Freuchen avait quitté Copenhague la fin d'août. Lorsque le capitaine Pedersen partit à sa recherche, en mars dernier et le découvrit, lui et ses Esquimaux, à Pends-Islet, l'explorateur danois était dans un état des plus précaires : ses orteils étaient complètement gelés et il ne vivait que du produit de la pêche des Esquimaux.

ALLEMAGNE

PRONOSTICS ELECTORALS

Selon le « Berliner Tageblatt », la social-démocratie sera encore la plus forte fraction du Reichstag, deux fois plus nombreuse que la fraction nationaliste et trois fois plus forte que le groupe communiste.

L'Allemagne et la Paix

Communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme

C'est ce soir, 21 courant, à 20 h. 30 très précises, qu'à lieu, à la salle des Sociétés Savantes, 8 rue Danton (métro Odéon) la conférence publique faite par MM. Ferdinand Buisson et Victor Basch sur l'Allemagne et la Paix.

Ces deux orateurs, qui reviennent d'Allemagne, raconteront au public parisien les impressions qu'ils rapportent de leur voyage.

M. le Dr Kuczynski membre du Comité central de la Ligue allemande prendra la parole au cours de la réunion.

Encore et toujours l'avortement

Montpellier, 21 octobre. — Dans l'affaire d'avortement de Ceyrac, la cour d'appel de Montpellier a condamné la fille-mère Fernande Douarche, 20 ans, à 20 jours de prison et 100 francs d'amende ; sa mère, née Juliette Guidal, 40 ans, à trois mois de prison ; la sage-femme Bioret, à un an de prison et deux mois d'interdiction d'exercer sa profession ; Clément Fournel, 47 ans, domestique chez les Douarche, à quatre mois de prison.

La cinquième inculpée, la sage-femme Jaudet-Chaumont, étant morte pendant l'instance, l'action publique était éteinte.

La liste des victimes de la loutouquerie des répouleur s'allonge chaque jour. La répression sévit impitoyablement. C'est la pente forcée ou la prison.

Viendra un jour où nos bons maîtres conduiront de force les femmes aux malades, et surveilleront la grossesse... comme font les éleveurs de bestiaux.

Un curieux cas de léthargie

Lille, 21 octobre. — Mme Marquet, de Clary, avait été endormie au chloroforme pour une opération, quand le chirurgien s'aperçut que le cœur ne battait plus. Il conclut au décès. Mais par la suite le corps ne présente nullement la raideur cadavérique habituelle et le teint reste rose. Plusieurs médecins ne purent se prononcer. On a mandé un praticien parisien.

Explosion à bord d'un croiseur américain

Washington, 21 octobre. — A la suite d'une explosion à bord du croiseur d'escadre « Trenton », dans la tourelle avant, 18 hommes ont été grièvement brûlés. On annonce que trois d'entre eux sont morts.

Le croiseur « Trenton » faisait des exercices au large du cap Henry (Virginie).

L'accident serait dû à un retour de flammes dans un canon de 6 pouces.

3 des blessés furent projetés à l'eau par la violence de l'explosion, mais ils purent être sauvés.

un long parcours il succomba à ses blessures.

— Au bas d'un escalier du Pas-Port de Perrache à Lyon, on trouve le cadavre d'un terrassier portant une large plaie à la tête. La mort paraît être accidentelle.

— A Montpellier, l'ouvrier agricole Pierre Bernard, 35 ans, est tombé dans une cave et s'est tué.

Notre ami Taupin tente de se suicider

Notre ami Taupin, secrétaire de l'Union Anarchiste, a tenté de mettre fin à ses jours, en se tirant une balle dans la région du cœur.

C'est durant la réunion du Comité d'initiative que cet acte de désespoir a eu lieu.

Des chagrins intimes en sont la cause. Notre malheureux camarade a été transporté à Lariboisière dans un état grave.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Va-t-on libérer Bévent ?

Va-t-on libérer Bévent ?

L'autorité militaire abuse décidément de ses droits en maintenant Bévent sous les drapés.

Malgré toutes les promesses réitérées de solutionner son cas rapidement, Bévent est toujours à Lyon au 14^e escadron du train des équipages. Quand le rendra-t-on aux siens, à la vie normale ?

De plus, Bévent est maltraité. Et cela nous le tolérons pas. Nous ne permettrons pas que les officiers et gradés du 14^e train exercent leur vengeance sur cet homme de quarante ans. On nous apprend en effet que les chefs de Bévent exigent de lui qu'il participe, comme les jeunes gens de vingt ans, aux exercices et corvées. Le major ne veut pas examiner cet infirme, et moins encore l'exempter d'un service au-dessus de ses forces.

S'acharner ainsi sur un homme est tout simplement honteux. Nous entendons que cela cesse. Bévent est à Lyon, M. Herriot, mettez un terme à ce scandale.

Et vous, M. le général Nollet, ne pensez pas que toutes ces vexations ont pour but de provoquer Bévent, de le conduire à nouveau devant le conseil de guerre, et de la à Biribil, puisque cette chose abominable existe encore.

Il est temps de passer des promesses aux actes ! Libérez-le !

Le Comité de Défense Sociale.

LIBIGE DES REFRACTAIRES

Aujourd'hui 22 octobre 1924

Au Cinéma, 39, rue de Citeaux

Grand Meeting

Contre Biribil, Pour l'Amnistie

avec : DELEGOUR, Guy SAINT-FAUL

ANTOINE, FERNAND et S. LEVY, avocat

Participation aux frais : 0 fr. 50.

Comitato di Alleanza Libertaria-Parigi

Si conferma ai compagni che domenica 26 a lunedì 27 vi sarà il Convegno. Vi sono già molte adesioni. I compagni di Parigi e della regione Parigina che non appartengono già ad altri gruppi possono costituire i loro gruppi di arrondissement della banlieue e farsi rappresentare.

E' tenuta che tutti i compagni si facciano vivi oggi nella imminenza — è un Residuo ed una speranza — di avvenimenti seri in Italia. Che l'azione dei libertari sia il più possibile concorde, chiara, révolutionaria, antiborghese oltreché antifascista.

Non vi saranno al Convegno, beninteso, schermaglie R. minoranza o minoranza, ma si Ro vranno chiarire, per armeggiare, le vedute pratiche dei vari aggregamenti.

IL COMITATO.

Si ripete che i compagni delegati che non riuscirono a conoscere per tempo il luogo del Convegno possono passare domenica mattina alla Libreria del « Libertario », via Lutet-Blanc, n. 9.

dereau a six cent d'intérêt et six pour cent de commission ce qui produisit une déduction de trente francs ; il porta sur le compte les cinquante francs, prix du Duceau, et tira de sa caisse, plein de beaux écus, quatre cent vingt francs.

— Ah ça ! monsieur Chaboisseau, les effets sont tous bons ou tous mauvais, pourquoi ne nous escomptez-vous pas les autres ?

— Mon ami sera coulant sur l'escompte, répondit Etienne.

— Je ne prendrais ces valeurs pour aucun avantage, dit le petit homme, dont les mots glissèrent sur la proposition de Loutteau comme le couteau de la guillotine sur la tête d'un homme.

Les deux amis se retirèrent ; en traversant l'antichambre, jusqu'au les reconduisit prudemment Chaboisseau. Lucien aperçut un tas de bouquins que l'escompteur, ancien libraire, avait achetés et parmi lesquels brilla tout à coup aux yeux du romancier l'ouvrage de l'architecte Duceret sur les maisons royales et les célèbres châteaux de France, dont les plans sont dessinés dans ce livre avec une grande exactitude.

— Me céderiez-vous cet ouvrage ? dit Lucien.

— Oui, dit Chaboisseau, qui d'escompteur redévoit librairie.

— Quel prix ?

— Cinquante francs.

— C'est cher, mais il me le faut ; et je n'aurais pour vous payer que les valeurs dont vous ne voulez pas.

— Vous avez un effet de cinq cents francs à six mois, je vous le prendrai, dit Chaboisseau, qui, sans doute, devait à Fendant et Cavalier un reliquat de bordereau pour une somme équivalente.

— Il est sans doute digne de son enseigne, dit en souriant Etienne à Lucien.

Chaboisseau, petit homme à cheveux perdus, à redingote verte, gilet couleur

L'école primaire dépoloie de la caserne et des sports professionnels

DEUX MENTALITES AUX PRISES

Certes, il est des instituteurs, ceux pour lesquels la Raison et l'Équité ne sont pas de vains mots, qui refusent leurs élèves aux... professeurs de sabotage de l'éducation physique scolaire. Ils ne sont pas nombré ?

Il n'est point de bataille plus rude et plus dure que celle des idées et, quand on a en face de soi des gens qui, comme M. Rey-Gollet, inspecteur inutile du sabotage stupide de l'éducation physique scolaire dans les écoles primaires du département de la Seine, sont prêts absolument à tout, jusqu'à FAUX inclusivement, il faut avoir la foi républicaine la plus absolue, la plus entière, pour se heurter contre les Nobles Chevaliers de l'imposture et du faux qui n'ont rien de patrioïque, dans l'affaire. Ce n'est pas comme le faux de M. l'honorable colonel Henry. Voilà une des deux mentalités aux prises. C'est celle de tous ceux que guette toujours et que guette, longtemps encore, tant que l'Humanité » sera venue et viendra, la prescription et la lapidation.

L'autre mentalité, vous la découvrirez sans peine, dans les phrases qui suivent. Je disais, un jour, à un nommé Winkel, inspecteur aussi divisionnaire que superflu de l'infirme et nuisible sabotage de l'éducation physique et intellectuelle scolaire : « Quand un de vos... professeurs (...) d'éducation physique fait faire de la gymnastique aux enfants entre 8 h. 30 et 10 heures, c'est idiot, pédagogiquement parlant, nous sommes à l'école et pas sur la place publique ; quand il en fait faire entre 13 h. et 14 h. 30, vous ne pouvez pas dire que ce soit là de l'éducation physique, c'est de la gymnastique, je vous l'accorde, mais c'est du sabotage de l'éducation physique. C'est le sabotage organisé de l'école, de la santé, de la vie des enfants. Cela n'est pas honnête. » — « C'est vrai, me répond-il, mais il n'y a pas moyen de faire autrement ; les professeurs veulent être occupés six heures par jour dans les écoles, afin de gagner suffisamment et ne pas être obligés de travailler en dehors des écoles ». Et puis, il y a bien d'autres choses qui ne sont pas rationnelles à l'école et vous avez tort de vous en faire pour cela ».

Un autre jour, M. Rey-Gollet, inspecteur principal du sabotage de l'éducation physique que me tenait le même boniment et m'assurait avoir répondu au directeur de l'enseignement qui s'étonnait que les... professeurs opérassent à toutes les heures scolaires de l'horloge : « Comment voudriez-vous qu'ils fassent autrement ? Ils ne peuvent pas faire autrement, s'ils veulent gagner suffisamment et ne pas être obligés de travailler en dehors des écoles ». Que répond le directeur de l'enseignement, je l'ignore, car je ne le lui ai pas demandé. D'ailleurs, le même Rey-Gollet pousse le cynisme beaucoup plus loin. Comme je lui faisais remarquer que si j'avais refusé mes élèves à un de ses collègues professeurs d'éducation physique, que M. le professeur Broca de la Faculté de Médecine de Paris qualifiait de « s. b. », de moniteur militaire

L'Action et la Pensée des Travailleurs

FÉDÉRATION NATIONALE
DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX
PUBLICS

Mise au point

Placé face à l'article inséré dans l'« Humanité » du dimanche 19 octobre, où le Parti communiste essaie de détourner le sens de la démarche faite par le Bureau fédéral auprès du bureau confédéral, ainsi que les buts de cette démarche.

Constatant d'autre part que le Bureau de la C.G.T.U. s'associe à cette déclaration et rend responsable le bureau fédéral du Bâtiment du rebondissement des événements du 11 janvier.

Cet-ci déclare protester avec énergie contre une telle accusation, qui n'a qu'un but, c'est la continuation de la campagne de calomnie déversée sur l'« Fédération du Bâtiment » ayant pour but de discréditer les militants qui ont la responsabilité de sa direction pour mieux pouvoir, suivant les ordres donnés par le Parti, s'emparer de la direction de celle-ci, but avoué par Monnaus au dernier C.C.N.

Le Bureau fédéral met en garde les travailleurs du Bâtiment et des Travaux publics contre le torrent de mensonges et de calomnies déversé chaque jour dans l'« Humanité » et à jet continu pour atteindre le but cité plus haut, c'est-à-dire la domestication de la Fédération du Bâtiment au Parti communiste.

En ce qui concerne les incidents du 11 janvier, il tient à faire connaître qu'ayant entendu au dernier C.C.N. lecture de la motion de la Minorité qui a fait sienne, celle-ci situant certaines responsabilités tant individuelles que morales, il a tenu, conformément au mandat qu'il détient en tant que représentant de la Fédération elle-même à ce C.C.N. à faire connaître à ses mandataires devant qui il est responsable, la vérité sur les conclusions de la Commission d'enquête chargée de statuer sur les dits événements.

Il rappelle que s'il voulut renseigner les travailleurs du Bâtiment, il le fit en toute impartialité, en demandant au Bureau confédéral de lui remettre les trois motions qui étaient en présence au dernier C.C.N. et sur lesquelles celui-ci ne discuta pas ; dans ces trois motions étaient : celle de la fraction de la Minorité, celle de la majorité, et le procès-verbal de conclusion d'enquête.

Il rappelle également que par deux fois de suite le bureau confédéral lui promit de lui délivrer ces trois documents qui devaient être insérés sans commentaires dans le « Travailleurs du Bâtiment », organe de la Fédération.

Il tient à signaler que par la suite le bureau confédéral refusa la remise des dits documents, prétextant que ceux-ci appartenaient à la Commission d'enquête, ce qui motivait sa part, et sur notre demande, l'envoi d'une lettre aux membres de cette commission, leur demandant s'ils consentaient à la publication de ces documents ; les membres de la majorité répondirent négativement, les deux membres de la minorité nous firent connaître qu'ils ne s'y opposaient pas.

Le Bureau fédéral tient à faire connaître que si ces incidents ont eu le retentissement qui leur a été donné, il en laisse toute la responsabilité au Bureau confédéral qui a eu peur que lumière soit faite face à l'opinion ouvrière.

Il tient aussi à déclarer que s'il a poursuivi la remise de ces documents, c'est que d'une part il en déclinait le mandat de la Commission Exécutive et que d'autre part, il ne pouvait laisser passer sous silence les insécurités lancées injustement et mensongèrement, les insulles touchant de près des camarades qu'il connaît probes et intégrés dans cette malheureuse affaire, et dont le Parti communiste ne craint pas de jeter, tel Trent l'a fait, les noms en pâture à l'opinion publique, ce qui en bon français est qualité de mouchardage, connaissant les responsabilités tant morales qu'individuelles qu'il ne pouvait plus longtemps supposer qu'à chaque instant des accusations précises rejaliissant contre la Fédération, soient lancées à jet continu par les partisans de la subordination du Syndicalisme.

Si ces ressentiments se sont fait jour plus violents que ceux qui furent manifestés par le Bureau fédéral, là aussi le bureau confédéral tient à déclarer qu'il n'a pas été l'inspirateur de tel ou tel article, de telle ou telle campagne de presse, qui ne se sont produits que par l'évidemment éprouvé devant tant d'ignominie par certains camarades qui possédaient intacte leur honnêteté et leur conscience de militants ; il laisse pour sa part la responsabilité de tels actes de conscience, avec lesquels il se déclare solidaire, à ceux qui sont les détracteurs du mouvement syndical et emploient des armes perfides pour arriver à leur misérable but.

Il déclare en outre n'avoir rien à connaître de l'acte de tel individu qui, croyant sa conscience engagée, croit devoir se livrer à la justice bourgeoisie. Il ne répondra pas au chantage organisé par le Parti et le Bureau confédéral en les suivant devant la justice bourgeoisie avec laquelle il se refuse de discuter, laissant au Parti et au Bureau confédéral la responsabilité d'une telle maluuvre, qu'il réprouve et qu'il dénonce au jet.

Désirant que toute la lumière soit faite sur les événements du 11 janvier, il indique que celle-ci ne peut être faite que devant l'opinion ouvrière syndicaliste du pays, la seule qu'il admette.

Il indique que s'il a des responsabilités à désigner à cette opinion, qui est qualifiée pour en connaître, il cite l'Union des Syndicats responsable de l'organisation du meeting du 11 janvier, le Parti communiste qui a armé ses dizaines contre une poignée de camarades venus sur appel de leur organisation pour défendre le syndicalisme mis sur la sellette dans sa propre maison, le Bureau confédéral qui s'est solidarisé avec l'Union des Syndicats de la Seine, qui tous les trois se partagent les responsabilités de la tuerie de ce jour, laissant de côté les tristes comparses qui n'ont fait qu'exécuter les ordres de leur Parti.

Il dénonce également au pays syndicaliste la provocation de ce jour en faisant connaître que le Parti a racolé des camarades de différentes nationalités, la plupart engagés au siège du Parti, à qui des armes

ont été remises sous le prétexte mensonger que les anarchistes devant faire le siège de la maison des Syndicats, ils ont à la défendre.

Il fait connaître que ces individus, dont la plupart sont inorganisés et ne connaissent rien des difficultés qui opposent les différentes fractions du mouvement ouvrier, sont prêts à tirer sur quiconque et à renouveler les incidents tragiques du 11 janvier.

Ce n'est pas devant les assises de la justice bourgeoise qu'il entend que le procès se déroule, mais face à l'opinion ouvrière qui est seule juge et devant laquelle il se déclare prêt en toute conscience à comparaître.

Le Bureau Fédéral.

Cas Petibon

La Commission de contrôle de la gestion du Syndicat Interdépartemental des Carriers-Patrons de la région parisienne, renouant, sur la demande de Fernand Petibon, sur l'examen de cette gestion, considère que le déficit constaté précédemment se trouve annulé du fait des explications et des chiffres apportés par ce dernier devant la Commission.

En conséquence, celle-ci consent à revenir sur son ordre du jour voté précédemment et qui fut rendu public.

Néanmoins, la Commission blâme Fernand Petibon pour sa négligence à appeler les explications nécessaires sur son cas et à régler ses comptes.

Paris, le 20 octobre 1924

La Commission de Contrôle :
BLOIS, BOUSSON, CORRE, PARANT,
LEGRAND, FORGET, COURTINAT.

La médiocrité à l'U.D.U. des Bouches-du-Rhône

Le professeur du syndicalisme de places fait des élèves. C'est ainsi que le secrétaire général Bonnet est déjà candidat à la commission des hospices. Voyez-vous ces irrévolutionnaires de marque (?) faisant de l'action irrévolutionnaire en collaboration avec des bourgeois millionnaires ?

Que vont penser les syndiqués révolutionnaires, eux qui attendaient de ces jeunes une impulsion pour l'action de masses ? Si c'est cela l'avenir du syndicalisme promu à grand renfort de réclame moscoucata ! Vraiment ! ne nous en plaignons pas. Le professeur Matton-Vu s'effondre admirablement bien à faire des élèves, lui l'adversaire du cumul des fonctions, lequel les multiplie à l'infini, encore qu'il soit obligé tout de même d'en prendre sous le déguisement d'éminence grise... Oh ! qu'il est à plaindre !

Ou serait-il plutôt parce que lui seul n'est pas un médiocre dans le mouvement ouvrier ? Et alors qu'attend-on pour lui donner les « palmes académiques », à cet illustre encyclopédiste syndical... comme il se prétend modestement ?

Pauvre mouvement ouvrier ! Quand donc les travailleurs ouvriront-ils les yeux devant de telles besognes, afin d'avoir la volonté (ceci dans leur intérêt) de se débarrasser, tout comme le Christ envers les marchands du Temple, de cette tribu de profiteurs du syndicalisme ?

Le Courrier Syndical du Sud-Est.

MARSEILLE

Appel aux Métallurgistes

Depuis que la gangrène politique est entrée dans notre organisation syndicale, les effets n'ont pas tardé à se faire sentir. Aussi, aujourd'hui, nous constatons que notre Syndicat, qui devrait compter sur la place de Marseille, semble être tombé dans un vrai sommeil.

A chaque réunion, c'est devant une salle vide que nos politiciens nouveaux syndiqués viennent discourir.

Croyez-vous, camarades syndicalistes, que cela n'a pas assuré duré. Cela est de notre faute, car nous pourrions tous ensemble mettre un frein à cette déviation de l'action syndicale.

Aussi avons-nous pensé que les militants syndicalistes, qui sont nombreux ici, ne devraient pas délaisser la lutte.

Une réunion est organisée pour vendredi soir, à la Bourse du Travail, salle 6, à 6 heures, où la Minorité aura à envisager l'action pour l'avenir.

Que tous ceux qui veulent un Syndicat libre de toute politique y viennent.

Pour le Groupe de la Minorité :
GAYTE.

La médiocrité au pouvoir

Le dimanche 19 octobre, à 10 heures du matin, les employés de commerce avaient donné rendez-vous aux travailleurs marseillais, dans un meeting à la salle Ferrer, pour les aider à obtenir l'application du règlement hebdomadaire le dimanche.

Le Parti des masses, représenté par Matton-Vu, pour se créer une popularité en vue des élections prochaines, se dressa contre le point de vue des employés et les invita à faire des accords circonstanciés avec les petits mercantils, magasins, etc.

Où diable a-t-on vu que l'intérêt de l'employeur est le même que celui de l'employé ? Est-ce de la lutte de classe, cela, Matton-Vu ? Peut-être est-ce la super-médiocrité au pouvoir... Nous n'y comprenons rien, nous autres, les humbles. Faudrait-il changer les formules et croire que la lutte de classe commence par la lutte de place ?

Par le même courrier, pourrait-il nous dire pourquoi l'on veut exclure Casanova du syndicat où Matton-Vu est le premier ?

A votre aise, messieurs de la majorité. Après la guillotine de Dumoulin, celle des Matton-Vu nous sera rire.

Le Courrier syndical.

Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *L'Égalitaire*
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

LES GRÈVES

Dans le Papier-Peint. — Les ouvriers de la maison André et Kolb ont franchi le cap du lundi sans aucune déféction.

MM. André et Kolb peuvent s'apercevoir que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Communication d'une lettre émanant des mécaniciens. Ils prétendent n'être pour rien dans le renvoi des camarades, nous sommes contents si tel était la vérité, mais malheureusement il n'en est pas ainsi et nous sommes obligés de constater que ces ouvriers qui ne doivent avoir aucune conscience font le jeu du patronat en se chargeant de recruter des jeunes.

Ce n'est pas 2 ou 3 salauds qui ont été faits embaucher qui sont capables d'assurer la bonne marche de la maison.

Les quelques clients servis à la réception de leur commande pourraient bien par la suite s'adresser dans une autre maison, en constatant le travail saboté qui est livré.

Le gros des adhérents du Papier-Carton commence à rentrer et les grévistes se sont séparés avec l'enthousiasme des premiers jours.

Le Comité de grève.

Cercle Ouvrier Syndicaliste
“ Fernand Pelloutier ”

A TOUS LES SYNDICALISTES
Parisiens !

Nous rappelons à tous les adhérents du Cercle, à tous les ouvriers syndicalistes que rendez-vous est donné à tous au Grand Meeting des Jeunesse Syndicalistes de la Seine qui aura lieu le 31 octobre, à 20 h. 30, 33 rue de la Grange-aux-Belles.

Le Cercle sera représenté par deux orateurs, du reste nous reviendrons sur cette manifestation, où la présence de tous les syndicalistes, de tous les fédéralistes révolutionnaires est indispensable.

Nous rappelons que les adhésions du Cercle Syndicaliste Féderaliste Fernand Pelloutier sont reçues au S.U.B., Bourse du Travail, Bureau 10, 4^e étage.

Pour le Cercle : le Bureau :

J.-S. EDOUX, JUHEL, COURTINAT.

Chez les plombiers-poseurs

Une fois de plus, nous venons de gagner, bien petitement, la partie, et il est certain que neuf semaines de grève — pas par nous — seront longues à rattraper par les vingt-cinq centimes généralement accordés par nos chers employeurs.

La grève du 26 mai votée à l'unanimité des camarades de la S.A.D.E. et réservée par nos copains de Paris, était un indice de la volonté de ceux-là d'obtenir une amélioration à leur sort : terme très vague j'en conviens, mais qui néanmoins leur aurait permis de joindre les deux bouts, et d'autre part de respecter les décisions prises par les organisations régionales et fédérales de l'application intégrale des huit heures et des cent sous.

Le 3 juin, Paris se met en branle, et je reconnais que certaines maisons n'ont jamais failli à notre appel dans des mouvements intérieurs, et ont encore répondu présent au coup-coup.

La grève du 26 mai votée à l'unanimité des camarades de la S.A.D.E. et réservée par nos copains de Paris, était un indice de la volonté de ceux-là d'obtenir une amélioration à leur sort : terme très vague j'en conviens, mais qui néanmoins leur aurait permis de joindre les deux bouts, et d'autre part de respecter les décisions prises par les organisations régionales et fédérales de l'application intégrale des huit heures et des cent sous.

Le 3 juin, Paris se met en branle, et je reconnais que certaines maisons n'ont jamais failli à notre appel dans des mouvements intérieurs, et ont encore répondu présent au coup-coup.

La grève finit le 22 juillet, les bras sont ouverts tout grands à ceux qui veulent reprendre leur emploi ; le travail a deux mois de retard ; c'est la bonne saison ; quoique que mal placé à cette époque, nous avons été vaincus par l'opposition de la S.A.D.E. et de la C.G.T. qui, sans être d'accord avec nous, nous ont aidés à faire face à la grève.

Pourtant, il y a vingt-cinq ans que je monte et descends la Bourse du Travail, du rez-de-chaussée au cinquième étage, et de 19 à 20 h. 30, 39 rue des Pyrénées, Paris (20^e).

Le 3 juillet, Paris se met en branle, et je reconnais que certaines maisons n'ont jamais failli à notre appel dans des mouvements intérieurs, et ont encore répondu présent au coup-coup.

La grève finit le 22 juillet, les bras sont ouverts tout grands à ceux qui veulent reprendre leur emploi ; le travail a deux mois de retard ; c'est la bonne saison ; quoique que mal placé à cette époque, nous avons été vaincus par l'opposition de la S.A.D.E. et de la C.G.T. qui, sans être d'accord avec nous, nous ont aidés à faire face à la grève.

Le plus dur, c'est que tout ne se termine pas là, et qu'une condition annoncée par les employeurs, dans une de nos réunions de grève, et qui avait pour objet la reprise du travail, était que le plombier-poseur réintègre son dépôt : Montmorency, et son chantier Levallois.

Ne voulant pas m'appesantir sur la question de la personnalité, il reste que le copain en question s'est trouvé dans l'obligation de refuser de retourner à Levallois, le chantier étant infecté de regards, et qu'il fut affecté au dépôt de Neuilly.

Que faire si l'on veut tuer son chien ? On dit qu'il est enragé ; mais cela n'est pas toujours facile, et on a fait jeter un autre.

Il faut croire que notre organisation est générale, ou tout au moins ceux qui ont la charge de la faire respecter ; car je ne m'affends pas à ce qui pouvait m'arriver.

Désirer de m'obliger de partir sans vouloir me mettre à la porte, eh bien ! on s'est servi d'une huile, M. l'Inspecteur de la Compagnie Générale des Eaux de Neuilly-Puteaux, Monsieur le Comte de Béchillon que Dieu lui pardonne et il n'est pas de jour où sans motif, il ne m'est collé sur le dos un ou deux rapports, secondé par quelques-uns de ses sous-verges, l'aves syndiqués unitaires, mais conscients de leur emploi, sans s'occuper de la situation des autres, qui pourtant — et c'est notre cas à nous, poseurs — leur gagnent leur pain.

Deuxième acte : Monsieur Amette, je voulais dire Monsieur Aumal, inspecteur de la compagnie, a fait pour Levallois

lois et Clichy avec l'appoint de deux fermes syndiquées, la même besogne ; et ce serait trop long de tout dire, mais il est certain que rien n'est perdu.

Que faire, se soumettre ou se démettre devant la lâcheté des camarades, j'ai préféré laisser le champ libre ; pas pour toujours, entendons-nous bien, mais ce que je demande aux copains, car je sais que je n'ai pas été le seul brisé, je sais de quelle façon les tuyaux sont venus dans les oreilles de nos singes, et c'est alors qu'il faut une explication franche devant l'assemblée générale prochaine de la section qui aura lieu le mardi 28 octobre, à dix-huit heures, Salle Eugène-Varin, Bourse du Travail, où tous pourront apporter leurs critiques et tous renseignements qui seront utiles à l'organisation.

Pour la Section
des Plombiers-Poseurs,
J. JOUR.

Communication syndicale